

# Arguments pour l'antifascisme

Par Guillaume Lohest



Manifestation contre le racisme (« Marche des solidarités ») du 22 mars 2025 à Paris  
CC-BY-2.0 Flickr images reviewed by FlickrreviewR 2 Files from Tyler Merbler Flickr stream

**E**n Belgique comme ailleurs, l'antifascisme refait surface et suscite des débats – souvent induits par certains médias. Mais quand on observe la diversité de ce que font et de ce que disent les antifascistes, la pertinence de leur objectif, il est évident que la démocratie est de leur côté et a aujourd'hui besoin d'eux.

L'antifascisme connaît un regain d'actualité : c'est à la fois une bonne et une mauvaise nouvelle. Bonne, parce que cela veut dire que des gens s'engagent pour stopper, ou du moins freiner la fascisation de la société. Mauvaise, car c'est un signe que cette fascisation est bel et bien en cours. Malgré l'insignifiance des partis d'extrême droite en Belgique francophone, ce double phénomène est néanmoins à l'œuvre chez nous aussi. Il y a incontestablement des signaux d'alerte et des glissements inquiétants, dans la libération de paroles racistes, dans les entraves à l'État de droit, dans les politiques menées. Certes, nos gouvernements ne sont pas catégorisés à l'extrême droite. Nous ne vivons pas sous un régime fasciste. Mais c'est précisément dans ce contexte que l'antifascisme se montre utile, au moment où le rapport de forces reste indécis, pour éviter d'en arriver à des basculements terrifiants tels qu'on les observe déjà aux États-Unis. Car la tendance est mondiale et, à moins d'être aveugle, indéniable.

## Occuper l'espace public belge

Depuis quelques années, plusieurs collectifs antifascistes ont été créés ou recréés en Belgique. Le mouvement a été initié à Liège le 30 janvier 2019, quand « plus de 250 personnes et une quarantaine d'organisations (syndicats, associations petites et grandes, collectifs affinitaires, troupes de théâtre, organisations de jeunesse...) actaient la création du Front Antifasciste de Liège 2.0 (FAL) au Manège de la Caserne Fonck. Il s'agissait de réagir à l'extrême droitisation du champ politique en créant "un front regroupant le plus largement possible toutes les sensibilités de l'antifascisme sans jugement de valeurs sur les méthodes ou les degrés d'engagements mais ayant un objectif clair et précis :

## Le paradoxe de la tolérance

*« La tolérance illimitée ne peut que conduire à la disparition de la tolérance. Si nous accordons une tolérance illimitée même à ceux qui sont intolérants, si nous ne sommes pas prêts à défendre une société tolérante contre les assauts des intolérants, alors les tolérants seront détruits, et la tolérance avec eux... Avec cette formulation, je ne veux pas dire, par exemple, que nous devrions toujours réprimer les philosophies intolérantes ; tant qu'il nous est possible de les contrer par des arguments rationnels et de les tenir en échec grâce à l'opinion publique, les interdire ne serait certainement pas judicieux. Mais nous avons intérêt à revendiquer le droit de les réprimer si nécessaire, même par la force (...). Nous devons donc revendiquer, au nom de la tolérance, le droit de ne pas tolérer les intolérants. »*

Karl Popper, *La société ouverte et ses ennemis*, 1945.

*la lutte contre les propos, idées, actions de personnes ou de groupement d'extrême droite<sup>1</sup> ». Dans la foulée, le FAL a mené une première action qui a permis d'empêcher la tenue d'une conférence de Theo Francken (N-VA) à Verviers.*

*Cette dynamique a fait des petits dans d'autres provinces. « Notamment à Mons, Charleroi, Tournai, Bruxelles, Luxembourg, Verviers », détaille Julien Dohet, syndicaliste et historien de l'antifascisme, lui-même militant. « On voyait que l'extrême droite se restructurait, on s'est donc dit qu'on devait se relancer. Le terreau existait, on s'était mobilisés contre Pegida ou Nation, mais tout cela manquait de cohésion et de coordination<sup>2</sup>. »*

Le 17 février 2024, la CAB – Coordination Antifasciste de Belgique – est officiellement créée. « Venant de partout en Belgique, des participant·e·s de différents groupes antifascistes et de différentes sensibilités ont ainsi acté la relance d'une coordination antifasciste interrégionale dans un geste à la dimension politique évidente. Ce n'était plus arrivé depuis 30 ans en Belgique. Au delà d'un lieu d'échange d'informations et de discussions sur les stratégies à adopter pour contrer la montée du fascisme, cette nouvelle coordination entend aussi occuper l'espace public et pousser les différentes forces sociales à se mobiliser<sup>3</sup>. » Collectifs, associations, syndicats, jeunes politiques... La diversité est importante au sein de la CAB, qui insiste sur le fait que combattre le fascisme, c'est aussi s'opposer au racisme, au capitalisme et au système patriarcal. Parmi certaines mobilisations récentes, notons celle organisée en réaction à une conférence de Bernard Quintin le 13 janvier (ministre MR de l'Intérieur, qui porte un projet de loi visant à dissoudre facilement des associations jugées « trop radicales » ou « dangereuses »), ainsi qu'un rassemblement pour empêcher une marche de *Voorpost*, un groupe nationaliste flamand, le 19 février. Dans les deux cas, la mobilisation a débouché sur une annulation des événements prévus, avec le maintien du rassemblement antifasciste dans l'espace public.

## La « liberté d'expression » de l'extrême droite

Ces deux exemples mettent en évidence l'un des objectifs revendiqués de l'antifascisme, qui est d'empêcher l'organisation des événements, l'expression des discours et la structuration des groupes fascistes. Ce qui, évidemment, est un point d'achoppement, un sujet de débat et une opportunité, pour ses adversaires, de discréditer le mouvement antifasciste. Analysons cela d'un peu plus près.

L'opinion spontanée est qu'il faut laisser parler les gens au nom de la « liberté d'expression ». Cet argument, qui renverse la menace en dépeignant les antifascistes comme le danger, est celui de l'extrême droite elle-même aujourd'hui, qui prétend être du côté de la démocratie et de la liberté d'expression. Certains médias relaient ce narratif, d'autres le favorisent sous couvert de neutralité en reprenant les termes simplistes de ce débat. Quant à tous ceux qui se rangent derrière cette vision, ont-ils conscience qu'ils adoptent le discours et la stratégie de l'extrême droite, même sans le vouloir ?

Une autre critique assez répandue est qu'il faudrait éviter de voir du fascisme partout. Bernard Quintin, par exemple, est un ministre MR : les antifascistes n'auraient donc pas de raison de l'empêcher de parler. En France, cela fait longtemps que le RN, bien que classé à l'extrême droite, est considéré comme n'importe quel autre parti politique ayant le droit de s'exprimer au nom de la démocratie. Dans cette logique, les antifascistes exagèrent, ils sont « trop radicaux », « extrémistes », et à nouveau, ce sont eux qui sont considérés comme des ennemis de la démocratie.

La réponse des antifascistes à ces critiques peut être résumée par une idée assez simple : la fascisation des sociétés est un processus. Petit à petit, de renoncements en renoncements, on laisse faire (au nom de la démocratie), on laisse dire (au nom de la liberté d'expression), et un jour on se rend compte, trop tard,

que tous les ingrédients du fascisme sont là. Les exemples historiques sont clairs : ça n'arrive pas du jour au lendemain, ça s'installe dans notre vocabulaire, ça infuse dans l'imaginaire, ça percole d'un parti à l'autre. Mais « *la plupart des gens ont une compréhension tronquée du fascisme qui ne leur permet pas de prendre ses adeptes au sérieux avant qu'ils ne soient au pouvoir*<sup>4</sup> ». Nombreux ne perçoivent pas le cheminement insidieux en cours. Les antifascistes sont donc attentifs à stopper ce processus : en empêchant les groupes fascistes de se structurer matériellement, mais aussi en dénonçant les dérives, même si elles émanent de partis ou de personnes n'étant pas *a priori* étiquetés à l'extrême droite. « *Le plus important dans l'antifascisme, c'est de se montrer*<sup>5</sup> », souligne un militant en Grande-Bretagne. Pour éviter que des horreurs soient perçues comme « normales », il faut faire du bruit, nommer les choses. Quant à la liberté d'expression, les antifascistes rappellent qu'elle n'est jamais absolue (il y a par exemple des restrictions sur les propos racistes et négationnistes) et qu'il faut, en quelque sorte, assumer un paradoxe car la menace fasciste est un danger bien supérieur à des exceptions au principe de liberté d'expression (voir encadré).

## L'épouvantail de la violence

Le traitement médiatique et l'instrumentalisation politique, ces dernières années, sont parvenus à faire entrer dans

l'opinion publique que l'antifascisme est violent. C'est une rhétorique classique, celle de Donald Trump, qui consiste à faire passer les résistants pour des terroristes. En montant en épingle la violence ponctuelle de quelques antifascistes, il s'agit de faire oublier que c'est l'extrême droite qui exclut, qui divise, qui déporte et qui tue, sans aucune commune mesure avec les autres forces politiques. Et tout en condamnant les violences extrêmes qui mènent à des actes indéfendables (par exemple donner la mort), il faut rappeler avec force que « *la vaste majorité des tactiques antifascistes n'impliquent aucune forme de violence. Les antifascistes font des recherches sur les fascistes en ligne, sur le terrain, et parfois les infiltrent ; ils les balancent, poussent les organismes culturels à les renier, font pression sur leurs employeurs pour qu'ils les licencient, et demandent aux salles d'annuler leurs concerts, conférences et réunions ; ils organisent des événements éducatifs, des groupes de lecture, des entraînements, des tournois de sport et des campagnes de financement ; ils écrivent des articles de journaux et des tracts, créent des banderoles et tournent des vidéos ; ils soutiennent les réfugiés et les immigrés, défendent le droit à disposer de son corps et dénoncent la brutalité policière*<sup>6</sup> ». Toutefois, c'est vrai, une toute petite partie de l'antifascisme inclut le recours à la violence car « *la violence fasciste demande qu'on se défende* ». Et une partie de cette petite partie va jusqu'à pratiquer une violence préventive. Autrement dit, le danger étant connu et prévisible,

« *les antifascistes n'attendent pas qu'une menace fasciste devienne violente avant d'agir et de la désintégrer – physiquement s'il le faut* ».

Cette violence peut faire débat. Elle doit faire débat. Mais ne nous laissons pas piéger, par paresse intellectuelle, par déni ou par défaut de mémoire historique : ne laissons pas l'extrême droite et les médias qui la soutiennent gagner la bataille dans nos esprits. Le narratif des « antifas dangereux terroristes » est une fiction qui fait progresser la fascisation du monde. En réalité, l'antifascisme « *est un état d'esprit, une façon de réfléchir et de (s'auto)critiquer, ce n'est pas porter des habits noirs et pratiquer des arts martiaux*<sup>7</sup> ». C'est un mouvement de défense de la démocratie indispensable, vaste, justifié, évident, dans lequel nous avons une place à prendre. Ne tombons pas dans le « *piège de la binarité dans la lutte – qui serait une mauvaise réponse au simplisme de la vision binaire de la société portée par l'extrême droite. Car l'antifascisme ne peut être vivant et représenter une alternative que s'il est pluriel, riche de la diversité de ses membres, de ses méthodes, de ses débats et des alternatives qu'il porte*<sup>8</sup> ». □



1. « Lancement de la Coordination Antifasciste de Belgique », Site du Front Antifasciste Liégeois (FAL), 23 février 2024, <https://liege.antifascisme.be>.
2. Véronique Lamquin, « L'antifascisme reprend du poil de la bête en Belgique francophone », *Le Soir*, 28 septembre 2025.
3. Communiqué de lancement de la Coordination Antifasciste de Belgique, site du MOC de Bruxelles, 29 février 2024, <https://mocbxl.be>.
4. Mark Bray, *L'antifascisme, son passé, son présent et son avenir*, Lux, 2018, p. 254.
5. Mark Bray, *Idem*, p. 308.
6. Mark Bray, *Idem*, p. 250 et 251.
7. Mark Bray, *Idem*, p. 315 et 316.
8. Julien Dohet, « Les trois fronts de l'antifascisme », *Agir par la Culture*, octobre 2019.